

LA SNCB, DANS LA TOURMENTE DES RHÉTORIQUES FOSSOYEUSES

Par Jean Blairon et Emile Servais

Dans son dernier ouvrage, Alain Touraine porte une accusation très forte : « la modernité est aujourd'hui **confisquée par le pouvoir total des modernisateurs** : capitalisme financier sans finalité productive, parti-Etat totalitaire et tyrannie postnationaliste. »¹

Il définit la modernité ainsi :

« L'essor longtemps triomphal – mais toujours menacé et menaçant – de la modernité ne s'est pas manifesté seulement ni même principalement par la construction d'instruments et de monuments, mais par l'affirmation de plus en plus consciente et explicite de droits fondamentaux et universels. »

La mise en avant de l'intérêt général et sa promotion par la complémentarité entre des services publics et des mobilisations associatives est une des incarnations de la modernité (comme la créativité scientifique et la laïcité).

Dans ce contexte, le leitmotiv lancinant promulgué par quasi tout le monde et principalement la Ministre Galant « il faut moderniser la sncb », qui fonctionne comme une pétition de principe, doit inquiéter notre sens critique.

Nous voudrions montrer dans cette analyse que ce corpus de fausses évidences (la « modernisation » est incontournable, la réparation d'« anomalies » s'impose, la préparation de « l'avenir » est urgente...) constitue en fait une manifestation du « pouvoir total » dans une société « démocratique ».

Ce pouvoir total s'exerce par la privation de parole effective pour les opposants, au-delà de la liberté qu'ils ont de « s'exprimer » : il s'agit de leur imposer des termes du débat qui rendent impossibles le désaccord et le conflit.

Nous allons donc tenter de mettre en lumière, à propos du conflit « sncb » les schèmes rhétoriques du pouvoir total ; notre analyse se veut ainsi complémentaire d'une analyse sur le fond réalisée par ailleurs².

RABATTRE LE SENS SUR DE L'INSTRUMENTAL

Les modernisateurs et réformateurs de tous poils réalisent une première opération qui rend possibles toutes les autres : ils rabattent le sens de la question sur sa dimension instrumentale.

Le « service public » est ainsi dégradé en « services rendus au public » ; le « public » est lui-même

1 A. Touraine, *Nous, sujets humains*, Paris, Seuil, septembre 2015, p. 15.

2 Cf. la carte blanche, « Pour une autre politique des chemins de fer en Belgique », publiée dans *Le Soir* du 5 janvier 2015 et signée par de nombreux syndicalistes et acteurs de l'éducation permanente, dont Christine Mahy, citée infra.

ravalé au rang de consommateurs et n'est plus considéré comme peuple souverain. La modernité n'est plus une civilisation, elle est une pourvoyeuse d'instruments.

Les services publics représentent pourtant, comme l'a fermement affirmé Pierre Bourdieu et n'en déplaise aux « modernisateurs », un acteur collectif par excellence, capable de construire un ordre social « qui n'aurait pas pour seule loi la recherche de l'intérêt égoïste et la passion individuelle du profit et qui ferait place à des collectifs orientés vers la poursuite de fins collectivement élaborées et approuvées ».

Le ravalement de cet acteur collectif au niveau du fonctionnement marchand passe, comme l'a montré Bourdieu, par l'emploi systématique d'équations biaisées.

« Comme toutes les mythologies de l'âge de la science, la nouvelle vulgate planétaire s'appuie sur une série d'oppositions et d'équivalences, qui se soutiennent et se répondent, pour dépeindre les transformations contemporaines des sociétés avancées : désengagement économique de l'Etat et renforcement de ses composantes policières et pénales, dérégulation des flux financiers et désencadrement du marché de l'emploi, réduction des protections sociales et célébration moralisatrice de la « responsabilité individuelle » :

MARCHÉ	ÉTAT
liberté	contrainte
ouvert	fermé
flexible	rigide
dynamique, mouvant	immobile, figé
futur, nouveauté	passé, dépassé
croissance	immobilisme, archaïsme
individu, individualisme	groupe, collectivisme
diversité, authenticité	uniformité, artificialité
démocratique	autocratique (« totalitaire ») ³

CRÉER LES CONDITIONS DE L'INÉLUCTABLE

Une fois cette amputation du sens opérée, on peut construire les conditions du caractère « inéluctable » des « réformes ».

Elles se prétendent inéluctables, parce que ce n'est pas son initiateur (le gouvernement) qui les veut, ce sont les « clients » - consommateurs dont la satisfaction individuelle ne peut qu'être totale, même si les conditions de la réussite de « l'entreprise » ne sont pas réunies (par exemple via de nécessaires investissements, via la prise en compte de l'expertise des travailleurs et leur respect, via leur existence, tout simplement).

Un deuxième mécanisme est employé pour rendre le changement inéluctable : c'est de ne pas préciser, tout simplement, vers où on veut aller.

La Ministre Galant a fort bien illustré ce mécanisme dans l'interview qu'elle a accordée à Bertrand Henne, sur la RTBF, le 6 janvier 2016.

3 P. Bourdieu, « La nouvelle vulgate planétaire », *Interventions*, Marseille, Agone, 2002, p. 448. Ce texte, co-signé avec Loïc Wacquant, est paru initialement dans *Le monde Diplomatique* en mai 2000. Les termes entre guillemets placés avant la citation dans le corps de notre texte sont issus du même article.

« B.H. Mais on va perdre combien d'emplois par rapport à la masse actuelle ? Les syndicats disent 6000, 7000, est-ce que vous confirmez les chiffres, encore une fois ?

J.G. Je pense qu'il ne faut pas s'attarder sur des chiffres, il faut vraiment revoir les méthodes de travail et donc il y a une différence entre le statut...

B.H. Mais c'est important de savoir où on va !

J.G. Mais non, il y a une différence entre le statut et la méthodologie. Parce qu'aujourd'hui ce n'est pas une gestion dynamique, ce n'est pas une gestion moderne et donc il faut aussi que le management se remette en question et donc il faut mieux organiser le travail et vraiment dynamiser, moderniser cette entreprise. »

La **tautologie** est donc le deuxième mécanisme qui permet de rendre le « changement » inéluctable : il faut moderniser... parce qu'il faut moderniser.

La Ministre Galant utilise d'ailleurs elle-même explicitement cette manière de « raisonner » :

« Donc, moi j'ai donné un cadre dans lequel les sociétés peuvent travailler pour pérenniser⁴ et pour vraiment être prêts aussi pour la libéralisation parce que maintenant on parle de dix ans. Mais vous savez, dix ans c'est très court. C'est tellement une entreprise (sic) avec une industrie, des infrastructures très lourdes, **donc il faut vraiment se préparer pour être prêts.** »

On ne peut pas mieux illustrer que le pouvoir s'exerce aujourd'hui par un mouvement qui est « pur » de significations (dans le discours du moins) : comment pourrait-on s'opposer à un mouvement dont la signification ni l'orientation ne sont pas précisées, sauf à se voir taxer d'archaïsme et d'opposant à « tout changement » ?

Nous disons « dans le discours du moins », parce qu'en réalité, il s'agit de tout faire pour modifier le « taux de change entre les champs », pour reprendre ce raisonnement de Pierre Bourdieu : le champ économique doit commander le champ politique ; à l'intérieur du champ économique, il s'agit de fragiliser tout ce qui est désintéressé au profit du capitalisme pur, de telle façon qu'il puisse capter toutes les richesses collectives à son profit.

DÉVELOPPER UNE « PHILOSOPHIE » DU BENCHMARKING DÉRÉGULÉ

La RTBF a organisé un autre débat radio sur la grève menée par les cheminots dans son émission CQFD le 6 janvier 2016.

Le débat, animé par Arnaud Ruysen, confrontait Christine Mahy, secrétaire générale du Réseau Wallon de Lutte contre la Pauvreté et le philosophe libéral Drieu Godefridi. La question posée était : « Peut-on faire mieux avec moins de moyens ? »

Christine Mahy a mis clairement en avant la question du sens.

« A.R. Christine Mahy, votre carte blanche le disait en début de semaine, il est impossible selon vous d'avoir un rail performant en Belgique si on rabote la dotation. On rappellera que ce qui est prévu c'est un peu plus de deux milliards d'économie sur l'ensemble de la législature.

C.M. Oui, alors ce qui est important de comparer, c'est à quoi on compare les choses : ajouter deux milliards, laisser deux milliards et investir dans un service public de qualité de la SNCB, il faut le comparer à l'entièreté des coûts que représenterait le fait de continuer à dégrader les

4 On observera que « pérenniser » veut dire pour la Ministre « libéraliser » ; les entreprises « libéralisées », fusionnées, etc. ne donnent pourtant pas précisément une image de pérennisation – pensons aux entreprises bancaires en 2008 et aujourd'hui...

conditions de la SNCB. Ce qui se passe c'est que si on investit dans la SNCB on investit dans l'environnement ; on investit dans la réduction de la pollution ; on investit dans la capacité des gens de pouvoir se mobiliser à des prix quand même inférieurs à la nécessité d'avoir une voiture ; on investit dans la réduction des embouteillages dont on sait qu'ils coûtent énormément ; on retire un investissement constant dans les routes, alors que ça on sait que ça va dans le mauvais sens à tout point de vue au plan du développement du pays ; on retire en termes de sécurité sociale, parce que si les travailleurs sont correctement considérés dans un système comme la SNCB, ils feront bien leur travail ; on travaille sur le vivre ensemble à l'intérieur des trains : quand il y a des accompagnateurs dans les trains, il y a de la relation dans les trains, il y a de l'accompagnement de gens âgés, il y a de l'accompagnement de demandeurs d'asile, il y a de l'accompagnement d'étudiants, il n'y a pas que des contrôles de billets. Lorsque dans les gares aujourd'hui on voit qu'il n'y a plus que des automates, des guichets fermés, etc., on sent le stress qui monte, on sent la tension qui monte, on sent les gens qui sont désarçonnés, on sent les gens qui doivent se débrouiller par eux-mêmes. Donc on voit bien qu'en fait il faut comparer ces deux milliards ; si j'ajoute en plus les voitures de société, si j'ajoute les parachutes dorés, les écarts salariaux à la SNCB entre la tête et les travailleurs, si j'ajoute les dividendes, etc. c'est à tout ça qu'il faut comparer la dotation. »

Drieu Godefridi se présente comme n'étant pas le porte-parole du gouvernement, mais il défend clairement sa politique.

Le philosophe mobilise un « concept » rien moins que philosophique : le benchmarking.

« D.G. On doit faire du benchmarking, **on doit comparer les moyens** ; la qualité de service en Belgique, dans les pays environnants, et si on se rend compte qu'on paye plus pour moins en Belgique, il faut travailler à la fois sur effectivement la manne financière et sur la qualité de service sortant. »

Il semble s'agir d'un mécanisme récurrent dans la pensée de cet auteur. Il avait ainsi tenté de répondre à la question qu'il posait lui-même : « Pourquoi l'université d'Oxford est-elle mieux classée que l'Université de Leuven, pourtant aussi ancienne et comparable en termes d'étudiants formés ? »⁵

Les « réponses » (qui n'interrogent même pas les critères de ce « classement ») ne laissent pas de surprendre :

- l'Université d'Oxford coûte plus cher, donc peut se permettre de recruter de meilleurs enseignants ;
- les étudiants sont sélectionnés sur dossier, « cette sélection à l'entrée permet aux collègues d'écarter d'emblée les candidats qui ne sont pas à niveau » ;
- les étudiants sont suivis individuellement et informellement via des tutoriels et des « dining rooms à la Harry Potter ».

L'auteur peut alors « conclure » sa « démonstration » par ce qu'il aurait en fait fallu prouver et non supposer (nous retrouvons là le sophisme habituel de la preuve par la thèse) :

« Rien de ce qui est humain n'est parfait et le système oxbridgien est inconciliable avec la massification et l'égalitarisme strict qui caractérisent, en Belgique, en France et dans la plupart des pays d'Europe continentale, l'enseignement supérieur. Mais, à tout prendre, un système comme celui d'Oxford, ne me paraît pas sans mérite par comparaison au système belge ou français, dont sortent chaque année des légions de « masters » dont le beau diplôme n'intéresse, en fait, absolument personne. ».

5 D. Godefridi, « Oxford, un labo pour nos unifs ? », <http://www.lalibre.be/debats/opinions/oxford-un-labo-pour-nos-unifs-5395b51335700435904a3d69>, 10 juin 2014.

Notons tout de même que l'auteur lui-même est précisément titulaire d'un master acquis à l'UCL, d'un DEA obtenu à l'ULB et d'un doctorat élaboré dans une université française...

Pour la SNCB, le « benchmarking » n'est pas plus étayé.

« D.G. Mais je pense qu'il y a deux lignes d'analyse qui sont possibles. On peut comparer ce que fait la SNCB en termes relatifs par rapport à ce que font d'autres sociétés européennes de chemin de fer, donc en termes de montants, en termes de services et de qualité de services produits. Et il est vrai que la SNCB est plutôt plus coûteuse que les chemins de fer comparables en Allemagne, en France, en Suisse ou aux Pays-Bas, pour un service qui malheureusement n'est pas toujours à la hauteur. Donc ça, c'est le premier regard qu'on peut jeter je dirais sur cette société. Et le deuxième regard en termes absolus, enfin ça reste relatif mais c'est à l'échelle belge, c'est de regarder si les régimes dont bénéficient un certain nombre de catégories de travailleurs au sein de la SNCB, sont ou non dérogoires du droit commun. Et ils le sont dans des proportions qui sont très importantes et qui expliquent une grande partie des coûts ou des surcoûts de la SNCB par rapport à d'autres sociétés européennes de chemin de fer. »

On voit bien ici le fonctionnement du « raisonnement » : la « comparaison » est défavorable ; la « cause », ce sont les « privilèges » des travailleurs du service public (mais rien ne vient appuyer cet argument) qui seraient « dérogoires au droit commun » - comme si la SNCB était le seul endroit où des régimes particuliers étaient en vigueur : pensons aux Parlements, aux Universités par exemple.

L'idée est donc bien de faire porter la responsabilité des problèmes de la SNCB aux « privilèges » des travailleurs. Pierre Bourdieu avait déjà montré qu'il s'agissait d'un des points d'appui d'une idéologie néo-libérale qui voudrait rétablir une exploitation sans limites :

« S'inspirant d'une intention paradoxale de *subversion orientée vers la conservation ou la restauration*, les révolutionnaires conservateurs ont beau jeu de transformer en résistances réactionnaires les réactions de défense suscitées par des actions conservatrices qu'ils décrivent comme révolutionnaires (« modernisatrices », nda) ; et de condamner comme défense archaïque et rétrograde de « privilèges » des revendications ou des révoltes qui s'enracinent dans l'invocation des droits acquis, c'est-à-dire dans un passé menacé de dégradation ou de destruction par leurs mesures régressives – dont les plus exemplaires sont le licenciement des syndicalistes ou, plus radicalement, des anciens, conservateurs des traditions du groupe. »

Nous pourrions ajouter : ces « modernisateurs » ont beau jeu de transformer en **prisonniers de droit commun** tous ceux qui, en bas de la société, ont conquis des droits qui y amènent un peu plus d'égalité.

Le « benchmarking » est une rhétorique essentielle dans cette transformation, puisqu'il met en avant **une partie qui permet de cacher le tout**.

Un critère (par exemple le coût, même si on ne sait pas de quoi) est mis en avant comme s'il valait pour le tout (le sens du service public) ; on peut alors masquer les effets réels de la politique promue (effets sociaux généralisés, en l'occurrence) sur le tout que l'on a au préalable dissimulé.

RÉDUIRE EN BAS CE QU'ON MULTIPLIE EN HAUT ET LAISSER L'OPPOSANT SANS VOIX DU FAIT DE CETTE IMPUDENCE

Pendant que le philosophe et les politiques s'acharnent sur les « anomalies » qui concernent les « avantages » intolérables dont bénéficieraient **les** travailleurs de la SNCB (tous, cela va sans dire), on ne craint pas d'appliquer des raisonnements et méthodes inverses au « top management ».

Bertrand Henne, dans un billet publié le 7 janvier 2016, rappelle ainsi que Marc Descheemaeker, récent « patron » de la SNCB passé à la N.Va, a touché un parachute doré de 1,3 million d'euros lors

de son départ. Le « patron » du rail a pourtant été lié à bien des déboires et problèmes, dont de graves accidents, faut-il le rappeler, et l'on aurait du mal à dire que ce régime de droit peu commun est justifié par la qualité du service qu'il aurait réussi, quant à lui, à assurer..

Mais cette asymétrie choquante a peut-être le « mérite » de laisser les opposants sans voix, par la vertu de son impudence...

OCCULTER LES CAUSES, PRÉSENTER LE PROBLÈME COMME LA SOLUTION

Ce type d'asymétrie, intrinsèquement lié à la politique néo-libérale, et particulièrement choquante dans un service public, nous met sur la voie d'une autre figure rhétorique : celle qui permet d'occulter les causes et de présenter le problème comme la solution.

Bertrand Henne, dans le billet déjà cité, prend position nettement : « à force de regarder la paille syndicale, on évite la poutre politique ».

Il énumère les causes suivantes, expliquant selon lui des difficultés actuelles de la SNCB :

- création de 114 filiales ;
- restructurations successives allant en sens opposés (par exemple le nombre d'entités constitutives : deux ? trois ?) ;
- multiplication de postes de direction de plus en plus rémunérateurs ;
- investissements de prestige plutôt que dans le matériel (1.472.000.000 euros pour 3 gares – rappelons le chiffre des « économies » prévues par le gouvernement : 2 milliards) ;
- existence de parachute doré.

Nous sommes alors conduits à nous poser à tout le moins trois questions pour objectiver la situation.

- Quels sont les coûts improductifs réels liés aux restructurations successives, comme à la création de filiales marchandes (on sait que le management d'inspiration néo-libérale procède par restructurations successives et rapprochées qui déboussolent l'organisation et font taire l'opposition qui ne sait plus à quel « saint » se vouer ; on se souvient par ailleurs de l'échec de la privatisation de certaines filiales) ?
- Quels ont été les décideurs de ces destructions ?
- Puisque la SNCB recourt volontiers à des audits coûteux, peut-on faire faire un audit de sa dette par un expert réellement indépendant ?

Faute de ces objectivations, les recettes néo-libérales pourront se présenter comme une solution, alors qu'il n'est pas prouvé qu'elles ne constituent pas depuis de nombreuses années, précisément, l'origine du problème.

Mais lorsque le problème peut se présenter comme la solution, celui qui subit le problème est pris d'un tel écœurement qu'il est confronté à une forte démoralisation.

LES PARADOXES PARALYSANTS DU POUVOIR POLITIQUE

A plusieurs moments de notre raisonnement, nous avons rencontré la logique paradoxale.

Le moindre des paradoxes n'est pas celui d'un gouvernement fédéral qui est aux mains d'un parti... qui veut la fin du pays, l'actualité nous le rappelle sans cesse.

Cela ne peut que nous rappeler que, à une autre époque, dans un autre contexte, des élections ont pu être gagnées par un parti qui voulait leur disparition.

Mais il est tout aussi paradoxal qu'un gouvernement, qui est le garant de l'intérêt général, serve en fait les intérêts très particuliers d'une minorité de privilégiés – et que les « modernisateurs » n'aient de cesse que de renverser les conquêtes de la modernité.

Une des forces des paradoxes instaurés à l'état de système, on le sait dans le cas des doubles contraintes, est de paralyser ceux qu'ils placent sous leur emprise.

Nous avons pu ainsi éclairer, nous l'espérons, quelles rhétoriques permettaient l'institution d'un pouvoir total.

Les détecter, les dénoncer est nécessaire pour diminuer leur emprise. Mais ce n'est pas suffisant. Ainsi faut-il, comme le note Alain Touraine, aussi miser sur des mobilisations qui rassemblent des acteurs différents :

« Il n'existe pas de mouvement social, politique ou culturel assez puissant aujourd'hui pour combattre les monstres qui menacent de tous côtés les droits humains universels. Pour que la victoire soit possible, il faut que toutes les forces soient mobilisées ensemble et surtout que la volonté de modernité et d'universalisme soit étroitement liée à la lutte contre les pouvoirs des modernisateurs, des dirigeants politiques et économiques et donc à une action directement sociale et politique en même temps qu'éthique. »⁶

La priorité en la matière nous semble de ne pas (ne plus) céder sur les enjeux sociaux en tant que tels. La force du néo-libéralisme, en tout cas son projet, consistent en effet à détruire le social lui-même comme **univers de référence**.

L'implantation de processus d'individuation (par exemple dans les négociations salariales) et le recours constant à la responsabilité individuelle ou institutionnelle (« c'est la faute aux syndicats ») visent en effet à détruire le social comme tel, à en détruire la transcendance immanente. C'est celle-ci et selon le principe qu'un tout est plus que la somme de ses parties, qui en fait la spécificité et la capacité propre d'organisation. C'est la force qu'elle active qui génère les conditions de production de toute production. En ce sens le social est plus qu'un domaine d'activités ou de droits⁷.

Mais rien n'interdit de cesser de contribuer à cette évolution historique et de se repositionner pour produire des agencements structurels libérateurs et émancipateurs. Toutefois la volonté n'y suffira pas. Il faut sans doute, en plus de faire le bilan des luttes ou occasions manquées (celles où les institutions qui cadrent notre vie quotidienne ont évolué dans le sens d'une excessive valorisation des processus d'individuation et des logiques d'expression illusoire de subjectivités multiples), revenir à ou refaire davantage de raisonnements structurels qui, actant et postulant la force du social, permettront de fonder et de nourrir l'opposition à toutes les tentatives de déstructuration de celui-ci comme les attaques sur la sécurité sociale. Le réinvestissement du social dans ses dimensions structurelles et structurantes comme champ de forces et champ de luttes articulés au champ des pouvoirs et du pouvoir n'est – il pas la condition de production de tout projet émancipateur ? Robert Castel avait posé dans ce contexte que la société se devait de se construire comme une société de semblables :

« Une société de semblables est une société dans laquelle chacun dispose au moins de ressources et de droits suffisants pour être lié aux autres par des relations d'interdépendance et pour faire

6 A. Touraine, *op.cit.*, p. 44.

7 Voir C. Gautier, *La force du social. Enquête philosophique sur la sociologie des pratiques de Pierre Bourdieu*, Paris, Cerf, 2012.

réellement partie du jeu social. »⁸

Il existe des tentatives, peut-être encore timides, en ce sens, comme le manifeste la carte blanche que nous avons citée. Il faudra qu'elles s'amplifient absolument si l'on veut combattre efficacement les modernisateurs qui organisent la course à l'abîme que nous observons. Si les auto-congratulations fort soyeuses du gouvernement à la fin de l'année précédente masquent mal l'usage permanent qu'il fait de rhétoriques fossoyeuses, il faut monter en puissance pour les déconstruire et les empêcher de détruire la civilisation du service public qu'ils ont commencé à réaliser.



Pour citer cette analyse

Jean Blairon et Emile Servais, « La SNCB, dans la tourmente des rhétoriques fossoyeuses », *Intermag.be*, Analyses et études RTA asbl, janvier 2016, URL : www.intermag.be/546.